

Agriculture bretonne : les trois causes d'une situation bloquée

Par
Jean Ollivro,
professeur
de géographie
à l'université
Rennes 2.



Jérôme Fouquet

La situation de la filière agricole en Bretagne connaît une situation ambivalente.

D'un côté, une majorité de paysans est en souffrance et certains éleveurs se trouvent dans une situation désespérée. De l'autre, des entreprises du secteur agroalimentaire connaissent des destins contrastés.

À la suite de certaines fermetures spectaculaires (les abattoirs Gad notamment), des analystes ont annoncé à la va-vite « la fin du modèle agricole breton ». En réalité, la situation est beaucoup plus compliquée. Pour l'instant, les dernières statistiques disponibles montrent que l'emploi agroalimentaire résiste.

Ses effectifs sont restés stables sur les deux derniers trimestres (+0,1 % fin 2014, +0,1 % pendant les trois premiers mois de l'année 2015, selon les données de l'Insee). À l'inverse, un bon tiers des agriculteurs connaissent une situation dramatique et la moitié ne gagnent plus correctement leur vie.

Les causes de cette tragédie paysanne sont désormais clairement établies. Elle trouve son origine principale dans trois facteurs : le différentiel de charges pesant sur les exploitations en France par rapport à nos voisins et concurrents ; le coût supérieur de la main-d'œuvre puisqu'il n'existe pas d'Europe sociale : *l'avalanche* excessive des normes et réglementations dans un secteur sur-administré (on compte désormais un fonctionnaire par paysan).

Secondairement, la crise paysanne est aggravée par l'embargo russe,

par des rivalités internes et par la présence d'un centralisme énergétique qui a limité les processus de diversification.

Un paysan allemand obtient 30 % de ses revenus en produisant de l'énergie. Sait-on qu'il existe 8 500 usines de méthanisation en Allemagne (1 500 en Bavière) contre une centaine en France, environ quarante réalisations et projets seulement en Bretagne ?

« Les excès du centralisme »

Récemment, l'État a ouvert un robinet et donné trois milliards d'euros. Toutefois, l'enjeu n'est pas de jouer les pompiers mais de s'attaquer à des difficultés de nature structurelle.

Or, cela, les autorités françaises ne le souhaitent pas car la résolution de la crise paysanne reviendrait à remettre en cause les excès du centralisme qui concernent également bien d'autres secteurs ou professions.

Au sommet, on pare donc au plus pressé, sans résoudre les problèmes de fond car il est exclu de toucher à la hiérarchie actuelle des pouvoirs. À la base, les paysans ne demandent à l'inverse qu'une seule chose : des prix, une juste concurrence.

La situation est donc bloquée car si l'on touche à un caillou, c'est toute la pyramide qui est menacée.

De fait, on néglige et jette aujourd'hui le caillou paysan. On oublie que ces 2 % d'actifs génèrent, en amont et en aval de leur activité, environ un tiers de l'économie bretonne (environ 30 % du chiffre d'affaires, 29 % des emplois, 34 % de l'export...).

On oublie aussi que si ce secteur productif indispensable disparaît, c'est toute la Bretagne, pour l'instant épargnée, qui va connaître une situation dramatique (transport, etc.) et sentir le poids d'un terrible boulet.